



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTE

N° 2014-DLP/BUPE- 308 du 29 SEP. 2014

mettant en demeure la société LIDL de respecter les dispositions de l'article 2.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 février 2014, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.512-3, L. 514-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2014 A-12 du 11 avril 2014 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-DLP/BUPE-35 du 11 février 2014 autorisation la Société LIDL à exploiter une plateforme logistique sur le territoire des communes de MONTROY-FLANVILLE et de COINCY ;

VU l'article 2.4.3 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2014 susvisé qui dispose qu'« Un merlon de terre engazonnée est mis en place au sein ou à proximité du site dès la phase de chantier de sorte à éviter un visuel direct depuis le village de COINCY. En complément, des arbres à haute tige complétés d'une haie arbustive sont implantés le long de la clôture située au Sud du site. Les arbres ont une hauteur minimale de 5 mètres au moment de leur plantation. » ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées transmis à l'exploitant par courrier du 23 septembre 2014 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 16 juillet 2014, l'Inspecteur de l'environnement a constaté que les dispositions mises en place par la Société LIDL ne sont pas de nature à éviter un visuel direct des installations depuis plusieurs points du village de Coincy ;

Considérant que face à ce manquement il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Société LIDL de respecter les dispositions de l'article 2.4.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La Société LIDL, située 35 rue Charles Péguy, à Strasbourg est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.4.3 de l'arrêté préfectoral n°2014-DLP/BUPE-35 du 11 février 2014, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'obligation de l'article premier ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.178-1 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Strasbourg, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même Code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de Metz-Campagne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, aux maires de Coincy et de Montoy Flanville, où est implantée la société.

METZ, le 29 SEP. 2014

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Alain CARTON